

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

-----  
UNIVERSITE ALASSANE OUATTARA



UFR : COMMUNICATION MILIEU ET SOCIETE

-----  
DEPARTEMENT DES SCIENCES DU LANGAGE ET DE LA COMMUNICATION

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ASSISTANTS DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Session Octobre 2022

**TITRES ET TRAVAUX**

**DR. ESSOI Messoun Alain**

Oct 2022

## SOMMAIRE

I- TITRES	3
II- TRAVAUX	11
1- Liste des publications et des communications scientifiques	12
2- Analyse des travaux	15

# I- TITRES

# II- TRAVAUX

## 1. Liste des publications et des communications identifiées

### PUBLICATIONS DANS LES REVUES INTERNATIONALES

- 1- **ESSOI Messoun Alain**, 2019, « Usages des données publiques dans les projets de développement en Côte d'Ivoire », dans la revue de la SFSIC, Numéro spécial, pp.63-77
- 2- **ESSOI Messoun Alain**, 2021, « Dispositifs de mise en œuvre de la continuité pédagogique en contexte de Covid 19 à l'Université Alassane Ouattara », in bulletin de AISLF, Non encore paru à ce jour

- 3- **ESSOI Messoun Alain**, 2022, « les déterminants de la fracture du mobile et internet dans le processus de développement local de la Sous-préfecture de Bouaké (Côte d'Ivoire, ErlinCo, Presses universitaires de Lomé, Section 2, pp.413-437

## 2. Analyse des travaux

### ANALYSE DE LA THESE

#### THÈSE

**ESSOI Messoun Alain**, Thèse de Doctorat en Sciences de la Communication, Université Alassane Ouattara, 440 p.

**Titre de la thèse :** Données ouvertes et stratégies d'autonomisation des femmes : contribution à l'analyse des pratiques des ONG de développement en Côte d'Ivoire.

#### Résumé :

Depuis quelques années, l'espace numérique mondial enregistre de nombreuses prouesses liées à l'usage des données ouvertes au sein des administrations et services publics/privés. De plus en plus, en procédant à l'augmentation de la croissance économique des Organisations, l'ouverture des données participe incontestablement à l'autonomisation des communautés et à la transparence de la gestion gouvernementale. Pourtant à ce jour en Côte d'Ivoire, les recherches peinent encore à évaluer leur impact sur les populations en général et les femmes en particulier. Ainsi, à la question de savoir comment les femmes utilisent-elles ces innovations technologiques pour améliorer leurs conditions de vie ? La présente étude intitulée « Données ouvertes et stratégies d'autonomisation des femmes: contribution à l'analyse des pratiques des ONG de développement en Côte d'Ivoire » tente d'y apporter réponse. Elle se propose dans une démarche communicationnelle d'analyser les pratiques Open Data des

différentes ONG de développement en charge de piloter les politiques gouvernementales de développement en faveur des femmes en Côte d'Ivoire. L'objectif de ce travail vise à positionner l'ouverture des données comme, levier des innovations technologiques apportées dans la mise en œuvre d'importants projets de développement pilotés par la FEDOCI au profit des organisations féminines de Dabou et Bingerville, deux zones semi urbaines situées dans le grand Abidjan.

**Mots clés : Données ouvertes, Stratégie, Autonomisation, pratique, ONG, développement**

### **Analyse**

Cette thèse s'inscrit dans le cadre des activités de recherche du projet en partenariat avec l'Union Européenne et la Fédération des ONG de Côte d'Ivoire. Elle vise permettre aux femmes d'être plus efficaces dans les accès et usages des données en faveur de leur autonomisation.

Au terme de la présente étude, il faut retenir que l'exclusion des femmes de la révolution numérique et des données ouvertes est principalement à l'origine de l'échec des politiques nationales en faveur de leur autonomisation. Aujourd'hui, à travers une bonne optimisation des politiques étatiques sur les données, cet échec peut être inversé en contribuant fortement à leur accès et leur usage dans les différentes activités d'autonomisation des femmes sur les plateformes digitales. Cette étude qui s'inscrit résolument dans une approche hypothético-déductive fonde sa substance autour de trois grandes approches théoriques. Ces approches sont : la théorie des usages sociologiques de l'objet technique, la théorie de la communication pour le développement et la théorie de la communication participative pour le développement .

Au plan méthodologique, la présente étude s'est basée en partie sur la méthode non probabiliste de choix raisonné axé sur le choix des groupements associatifs féminins de développement. En effet, ce choix s'est opéré selon plusieurs critères essentiellement portés sur les thématiques liées à l'autonomisation de la femme. A ce niveau, les critères ont porté sur les groupements féminins engagés sur les grandes questions liées à la santé, l'éducation, l'agriculture, les activités dites informelles, le leadership féminin et d'autres aspects qui foisonnent les intérêts et énergies autour de la problématique d'autonomisation de la femme en Côte d'Ivoire. Ainsi, une vingtaine d'Associations et Organisations féminines ont fait l'objet d'investigation dans le cadre de cette étude, dont (10) dans la commune de Dabou et (09) à Bingerville sur les 800 ONG de développement que compte la FEDOCI. Au total, nous avons enquêtés 150 personnes

dans différents secteurs d'activités dont 20 issues des structures d'aide au développement et à l'autonomisation des femmes, 80 femmes issues des programmes d'autonomisation au niveau des deux zones à l'étude, 20 issues des structures en charge de la gestion et d'ouverture des données, 20 issues des structures de gestion et de diffusion des TIC et 10 issues des structures en charges des financements des projets d'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire.

Ainsi, à partir de ce travail, nous explorons d'autres perspectives de réflexions portant sur les thèmes « Usages des données publiques dans les projets de développement en Côte d'Ivoire » et « les déterminants de la fracture des technologies numériques mobiles dans la région de Gbêkê », présentées respectivement lors des doctorales de la SFSIC en 2019 à Mulhouse en France et au colloque en Hommage au Professeur Bollouvi à Lomé au Togo en 2022.

## ANALYSE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

### PREMIERE PUBLICATION SCIENTIFIQUE

**ESSOI Messoun Alain**, 2019, « Usages des données publiques dans les projets de développement en Côte d'Ivoire », dans la revue de la SFSIC, Numéro spécial, pp.63-77

#### Resumé

L'ouverture des données publiques dans les programmes de développement initiés par l'Etat et bien d'ONG au profit des populations défavorisées, constitue une réelle opportunité pour les pays en voie de développement. La Côte d'Ivoire, malgré les efforts consentis pour améliorer les conditions de vie de ses populations, peine encore à s'approprier cette nouvelle approche démocratique dans la gestion de l'information publique. Le recours à cette démarche permet de s'inscrire dans une démarche participative et une gouvernance ouverte dans le processus de lutte contre la pauvreté dans les communautés défavorisées. La présente étude, propose

d'analyser l'intégration des données publiques à la communication participative en vue de renforcer l'efficacité et la pérennité des projets sociaux entrepris par l'Etat de Côte d'Ivoire et les organisations d'aide humanitaire.

**Mots clés :** Communication, données publiques, pauvreté, projet, développement

### **Analyse**

Le cacao constitue un fer de l'économie ivoirienne. L'extension des plantations dans les zones forestières a des effets néfastes sur la disponibilité foncière et la sécurité alimentaire. Cette étude qui s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive s'appuie sur une analyse des données secondaire et primaire. L'étude de la dynamique paysagère a été faite suivant un processus d'analyse d'image satellitaire. L'évaluation du niveau de sécurité alimentaire a reposé sur la détermination du score de consommation alimentaire à partir d'une enquête auprès 193 ménages.

Les résultats obtenus montrent,

*« La mise en avant de l'Open data par les collectivités territoriales est une preuve de la revitalisation de la démocratie et de la citoyenneté, un renouvellement de la relation entre administration et administré et un soutien à l'innovation et à l'économie numérique »* affirmait (Labelle et Lecore, 2012 : 59). Des années plus tard, cette assertion encore vivace, peine à susciter l'émergence du développement local dans les pays subsahariens. En Côte d'Ivoire, plusieurs projets sociaux initiés pour améliorer les conditions de vie des populations, n'ont pas connu grand succès en raison des disparités observées dans la répartition des infrastructures sociales de base et le taux d'analphabétisme national, estimé à 51% au dernier recensement de la population (INS, 2014). Ces échecs, mettent ainsi à nue les limites des stratégies communicationnelles mobilisées dans la mise en œuvre desdits programmes. Une situation préoccupante pour les autorités ivoiriennes, qui se sont engagées depuis lors dans la dynamique d'ouverture des informations réutilisables par tout citoyen. La présente étude intitulée *« Usage des données publiques dans les projets de développement en Côte d'Ivoire »*, se penchera sur le cas de la région de Gbêkê pour dynamiser le développement national. Elle nous invite par ailleurs à prendre en considération une hypothèse, celle de jumeler l'usage des données publiques aux TIC pour créer un pool interactif d'informations en vue de faciliter les échanges

entre acteurs du processus de développement local. Une idée partagée par (Meijer et *al.*, 2012 : 14) en ces termes : « *la gouvernance ouverte doit mettre des informations à la disposition du public, ce qui créerait des interactions entre l'État et les citoyens* ». Mais, dans quelle mesure cette introduction des données publiques dans l'exécution des projets de développement contribue-t-elle à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées en Côte d'Ivoire? A travers l'objectif visé, cet article se propose d'étudier la dynamique communicationnelle autour des activités de développement à partir des portails numériques des organisations de développement en vue d'accroître la participation active des populations par l'ouverture des données comme cadre d'échanges et de diffusion des informations. Un exercice possible grâce aux TIC qui permettent aux données publiques de *dynamiser le développement national en garantissant l'accessibilité à des informations pertinentes pour tous* (PNUD, 2006 : 76).

Notre hypothèse serait qu'une bonne organisation des communautés en structures communautaires et l'aménagement numérique de leur territoire, permettent d'analyser l'impact de l'usage des données sur les projets de développement. Tout au long de *cet article, il sera question de comprendre les conditionnalités de la démarche Open data dans l'exécution des projets qui est une obligation légale* selon (Braibant, 2001 : 45), qui la considère *comme faisant partie de la 3<sup>ème</sup> génération des droits de l'Homme*.

**Mots clés :** Côte d'Ivoire, Sécurité alimentaire, Pression foncière, Cacao, Crise militaro politique.

## DEUXIEME PUBLICATION SCIENTIFIQUE

**ESSOI Messoun Alain**, 2021, « Innovations technologiques et dispositifs pratiques en vue de la continuité pédagogique en contexte de Covid 19 à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)», in bulletin de AISLF

### Résumé

Le présent article traite des mécanismes technologiques et pratiques de mise en œuvre de la continuité pédagogique dans le contexte de la Covid-19 à l'Université Alassane Ouattara. Il résulte d'une enquête de terrain aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de cet espace universitaire sur une population cible de 1300 enquêtées. Les résultats de cette enquête ont révélé, 58 contaminés sur les 26 094 acteurs que compte l'établissement universitaire, aucun décès enregistré, les cours exécutés à plus de 93% et ce en dépit de la fermeture des amphithéâtres. Ce modèle de réussite dans la lutte contre la maladie à Corona virus en milieu universitaire ivoirien a eu le mérite de constituer la zone de recherche du présent article. Il analyse les efforts communicationnels élaborés et mis en place par l'institution universitaire. Ces efforts résultent de plusieurs mesures et dispositifs initiés par l'instance universitaire pour juguler à la fois la maladie tout en préservant la continuité pédagogique. Au titre des mesures, l'Université Alassane Ouattara a créé un comité scientifique d'éveil et de contrôle regroupant le personnel administratif et technique, les enseignants et les étudiants au sein d'une brigade de lutte anti-Covid. Aussi avons-nous des enseignes informatives, des messages téléphoniques, des capsules dans la presse écrite et sur la radio universitaire. De plus, l'institution a mis à la disposition de sa population des moyens de prévention et de prise en charge rapide de cas suspects. Ces moyens ont permis une préservation satisfaisante de sa population contre la pandémie à Covid 19. Ce sont les points focaux sur lesquels s'est effectuée l'analyse de ce présent article.

**Mots clés : Covid 19, dispositifs, continuité pédagogique, université Alassane Ouattara, stratégies de lutte**

### Analyse

La fermeture au plan mondial des établissements scolaires, universitaires et centres d'enseignements professionnels dès l'apparition de la Covid19, continue d'avoir un impact sur la formation des apprenants. Selon le rapport 2020 de l'Unesco sur les inconvénients au niveau éducatif de la pandémie, *ce sont environ 1,6 milliard d'apprenants qui sont menacés par la pandémie à Covid 19, soit plus de 90 % de la population scolaire mondiale*. Devant l'ampleur de la situation sanitaire généralisée, d'importantes politiques nationales sont menées en vue de la poursuite des activités pédagogiques malgré la persistance de la pandémie. En Côte d'Ivoire, dès l'annonce des premiers cas de la Covid 19, *d'énormes stratégies de lutttes ont été initiées par les autorités* (Conseil de gouvernement tenu en mars 2020). Parmi elles, la continuité pédagogique régie désormais comme un recours efficace pour sauver l'école face à cette maladie épidémiologique. Selon l'UNESCO, *la continuité pédagogique, vise la continuité des enseignements à un*



*apprenant ou qu'il soit à partir de procédés numériques axés sur des manuels scolaires et universitaires de base mis en œuvres par les enseignants et autres formateurs* (Rapp Unesco, 2020). L'Université Alassane Ouattara à l'instar de ses pairs a dévoilé son plan de riposte contre la Covid 19 tout en poursuivant la formation de ses apprenants. Mais comment cette institution universitaire assure-t-elle la continuité pédagogique, en dépit de la propagation de la pandémie de la Covid 19 ? Une préoccupation à cœur aux acteurs du système d'enseignement supérieur à l'échelle nationale et locale appelant ainsi à repenser les actions et moyens de mise en œuvre de cette option pédagogique innovante dans le contexte urgent de la maladie. Cette problématique, invite à analyser les stratégies de la CSPC-19-UAO dans la mise en œuvre des enseignements à distance, d'une part et d'autre part à statuer sur la mobilité des ressources nécessaire à la mise en œuvre effective de la continuité pédagogique à l'Université Alassane Ouattara. Il s'agit pour les autorités universitaires d'impulser ces stratégies qui œuvrent à la réalisation des objectifs de cet article qui vise à minimiser les risques de la maladie pour l'engagement de chaque acteur présente sur l'espace universitaire.

### TROISIEME

- 4- **ESSOI Messoun Alain**, 2022, « les determinants de la fracture du mobile et internet dans le processus de development local de la Sous-prefecture de Bouaké (Côte d'Ivoire, ErlinCo, Presses universitaires de Lomé, Section 2, pp.413-437

#### Résumé

Les vagues de libéralisation des télécommunications en Afrique autour des années 1990 ont précipité les tendances à l'utilisation de nouveaux supports de communication que sont le mobile et internet. En effet, le rythme de diffusion via ces outils de communication obéit traditionnellement à un scénario ségrégatif observable aussi bien à l'échelle d'un pays que dans l'espace restreint (région, sous-préfecture, ville, quartier, etc.). Cet article interroge les déterminants de la persistance de la fracture du mobile et d'internet dans la sous-préfecture de Bouaké. Dans un cheminement en rapport avec la science communicationnelle, nos enquêtes de terrain ont permis de saisir l'effet du déterminisme naturel et technologique dans les questions d'accès aux réseaux mobiles de communication. La présente étude s'emploie modestement à donner une empreinte

discursive de la fracture du mobile et d'internet à l'échelle de la sous-préfecture de Bouaké en Côte d'Ivoire. Au final, ce travail réalisé à partir d'un échantillon de 208 enquêtés a permis d'analyser objectivement les déterminants de la fracture du mobile dans cette zone à forte vulnérabilité numérique. Un déterminisme à la fois naturel et technologique qui menace fortement la connectivité dans cette partie de la région de Gbêkê.

**Mots clés :** Diffusion, mobile, processus, développement, fracture numérique

## **Analyse**

Parmi les technologies de l'information pratiquées dans toute l'histoire moderne de l'humanité, les plus marquants restent l'Internet et le téléphone mobile. Ces deux entités technologiques *figurent en bonne place dans l'écosystème relationnel et communicationnel* (Mahama, 2008). En effet, *l'essor de ces deux innovations technologiques dans le contexte des pays en voie de développement procure un moyen de communication pratique, facile d'accès et efficace pour les populations* (Brack, 2013). D'après les chiffres de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), en Afrique de l'Ouest les réseaux mobiles couvrent plus de 90% du territoire où ils sont implantés (Ammi et Sawadogo, 2015). À ce titre, si la crise militaro-politique de 2002 en Côte d'Ivoire a caractérisé le gel ou le report d'un grand nombre de projets d'investissements dans le secteur des télécommunications, le mobile n'a pas connu de crise avec un taux de pénétration qui s'établit à près de 80% (N'Guessan, 2011). Du point de vue de la démocratisation technologique, les accès et les usages du téléphone mobile s'observent d'une agglomération à une autre ; c'est l'effet ségréatif observable à l'échelle spatiale (un pays, une région, ville) selon Vendina et Eckert (2003). Au niveau d'internet, son accès et son usage restent exclusivement citadin et son développement se fait à un rythme inégalitaire qui tend à creuser l'écart entre les pays développés et les pays en développement, mais aussi des inégalités à l'intérieur des pays (Diallo et *al.*, 2007). En Côte d'Ivoire, l'usage de ces deux technologies laisse éclore une sorte de dualisme à savoir d'un côté, des espaces bien couverts et connectés tandis que d'autres demeurent « fracturés » en matière d'accès aux réseaux mobiles (Mbow, 2017). Cette situation défavorable est l'expression de la fracture des technologies mobiles qui prévaut dans la sous-préfecture de Bouaké. Or, dans le cahier de charges de l'autorité de régulation des télécommunications en Côte d'Ivoire aux trois opérateurs de téléphonies (Orange, MTN

et Moov Africa), sont censés couvrir le territoire à plus de 95%. Fort de cela et en tenant compte de ce strict minimum, comment peut-on expliquer que la fracture du mobile est aussi persistante dans la sous-préfecture de Bouaké ? À partir d'un diagnostic spatio-communicationnel de la couverture des deux entités technologiques que sont l'Internet et la téléphonie mobile, cette étude a pour objectif de contribuer à l'analyse des déterminants de leur fracture dans la sous-préfecture de Bouaké.